



A Créteil, le 9 juillet 2024

Madame la rectrice, mesdames et messieurs les représentant·es au CSA académique

Ce dimanche 7 juillet, l'union des forces politiques, syndicales et associatives de gauche autour du Nouveau Front populaire a permis non seulement de faire barrage à l'extrême droite mais également d'arriver en tête des élections législatives, sans obtenir néanmoins de majorité absolue. Cependant, l'extrême droite reste une menace et doit, plus que jamais, être combattue : le Rassemblement national est la troisième force politique à l'Assemblée nationale avec 143 sièges.

Cette période électorale précipitée a été marquée par une libération de la parole et des actes racistes (islamophobie, antitsiganisme, négrophobie, antisémitisme...) et LGBTphobes. Le sexisme et le racisme systémique structurent toute la société et nous devons nous atteler à les déconstruire partout. Emmanuel Macron est le premier responsable de cette montée électorale de l'extrême droite. En effet, il a mené, avec ses gouvernements successifs, une politique raciste et islamophobe (avec notamment la circulaire sur le port de l'abaya, la loi dite "immigration", la loi « anti-squat », ...) et une politique pro-patronale (avec notamment le refus d'augmenter le SMIC au-dessus du seuil légal, la réforme des retraites, le projet de loi pour la réforme des allocations chômages), qui touchent directement un grand nombre de nos élèves et de leurs familles. La politique belliqueuse menée à l'échelle internationale par le gouvernement actuel, notamment par son soutien au gouvernement israélien d'extrême droite responsable d'un génocide en Palestine, touche quant à elle indirectement un grand nombre de nos élèves et de leurs familles. Cette politique a servi de tremplin à l'extrême droite, mettant en danger, la démocratie et les libertés publiques. Le RN a construit son programme sur la détestation des personnes racisées, étrangères et LGBTQIA+, et sur une vision rétrograde des femmes. Son programme conduit à un recul des droits mais aussi à une société divisée et toujours plus violente et à une aggravation de la crise écologique.

Ces semaines qui ont laissé le fascisme s'exprimer librement et le doublement des député.es RN à l'Assemblée Nationale ont eu et auront un impact directement sur nos élèves, leur famille mais aussi nos collègues. L'administration se doit de les protéger face aux attaques racistes et LGBTphobes.

A cela s'ajoute l'arrivée des jeux olympiques sur notre territoire, qui ont et vont impliquer

des dégâts importants auprès de nos élèves et de leur famille (expulsions locatives, violences policières...).

Ces élections législatives qui ne donnent pas majoritaire le camps du gouvernement actuel, montrent le rejet de la politique éducative de Gabriel Attal. Le ministère doit en prendre acte, à commencer par le retrait du Choc des savoirs, par la suppression du SNU, par la création d'un vrai statut de la Fonction publique pour les personnels AESH, par la baisse du nombre d'élèves par classe et par un recrutement massif de personnels de l'éducation.

Car, la rentrée 2024 s'annonce d'ores et déjà catastrophiques concernant les manques de postes et les moyens, notamment en Seine-Saint-Denis.

Si le ministère est resté sourd à la forte mobilisation pour réclamer un plan d'urgence pour le département, celle-ci a permis de créer du collectif entre personnels de l'éducation et parents d'élèves, qui, dès la rentrée n'accepteront toujours pas les conditions de travail et d'enseignement que l'Education nationale met en place dans nos départements, engendrant de plus en plus d'inégalités.

En parlant d'inégalités, vous aviez, Madame la Rectrice, a plusieurs reprises, lors des précédents CSA, martelé que toute·s les élèves de 2nd auraient un stage car celui-ci avait été pensé pour réduire les inégalités entre eux et elles. Quand est-il des chiffres ? Combien d'élèves ont réellement pu faire un stage ? Combien ont pu le faire dans un milieu professionnel différent de celui de leurs parents ?

Sud éducation continuera de revendiquer :

- la satisfaction immédiate des revendications pour un plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis
- l'augmentation des salaires et la valorisation des métiers de l'Education nationale afin de pouvoir recruter suffisamment de personnels.
- l'abrogation de la réforme du choc des savoirs et des réformes Blanquer du Lycée Général et Technologique et du Lycée Professionnel et l'abandon des évaluations nationales qui favorisent le tri social et raciste de nos élèves
- l'abandon des répressions en cours et l'annulation des sanctions pour nos camarades et collègues attaqués par le gouvernement Macron et subissant la répression antisyndicale
- le soutien des personnes affectées par la répression liée aux Jeux Olympiques et Paralympiques sur notre territoire
- l'abrogation des lois racistes comme la loi dite Immigration et la loi de 2004 sur le voile à l'école
- de lutter partout, tout le temps contre toutes les formes d'oppressions, pour nos élèves, pour nos collègues et pour une école publique émancipatrice, égalitaire et de qualité.